



## **COMMUNIQUE DE PRESSE RELATIF A LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE**

La Plateforme de la Société Civile pour la Paix et la Démocratie (PSCPD) a appris le 20 Décembre 2019 par voie de presse l'interdiction de manifestations sur toute l'étendue du district d'Abidjan jusqu'en début 2020, annonce faite par le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Alors que le 21 Décembre 2019 un meeting était programmé par la plateforme Coalition pour la Démocratie, la Réconciliation et la Paix (CDRP) et Ensemble pour la Démocratie et la Souveraineté (EDS)

Le lundi 23 novembre 2019, nous avons été informé par voie de presse, que l'ex-président de l'Assemblée nationale ivoirienne, M. Guillaume Kigbafori SORO serait de retour en Côte d'Ivoire, après six (6) mois d'absence, par un vol privé attendu à Abidjan. Mais, dans la mi-journée, nous apprenions par cette même presse que l'avion transportant M. Guillaume Kigbafori SORO a été dérouté sur Accra (Ghana). Aussi, dans la soirée de ce même lundi, au journal de 20 heures, nous sommes informés à travers un communiqué du Procureur de la République M. ADOU Richard, qu'un mandat d'arrêt international a été lancé contre M. Guillaume Kigbafori SORO par la justice ivoirienne pour tentative d'atteinte à l'autorité de l'Etat et à l'intégrité du territoire national ; pour détournement de deniers publics portant sur la somme de 1,5 milliards de francs et que quinze (15) partisans dont des députés proches de l'ancien Président de l'Assemblée nationale, réunis au siège de Générations et Peuples Solidaires ont été arrêtés selon le Procureur de la République.

Nous constatons avec amertume que ces événements viennent perturber le climat politique ivoirien à moins d'un an de l'élection présidentielle. Cela se traduit par une radicalisation des différents camps politiques et une virulence des discours, des déclarations des acteurs politiques. Tout ceci pourrait influencer négativement le processus électoral qui engrangeait des acquis considérables et mettre en mal la cohésion sociale et la réconciliation.

Vu que l'espace démocratique serait en train d'être affecté, la Plateforme de la Société Civile pour la Paix et la Démocratie, basée dans la région du Gbêkê, région qui a été profondément sinistrée par la longue crise qu'a connue notre pays, s'inquiète tout comme la plupart des populations ivoiriennes et appelle tous les acteurs à tirer les leçons des crises précédentes.

Ainsi, la Plateforme de la Société Civile pour la Paix et la Démocratie invite le gouvernement et la classe politique ivoirienne :

- Au respect des règles démocratiques



## Plateforme de la Société Civile pour la Paix et la Démocratie (PSCPD)

---

- garantir les Droits et les libertés de tous les citoyens et personnes vivants en Côte d'Ivoire consacrés dans la constitution ivoirienne, la charte africaine pour la démocratie, les élections et la gouvernance ainsi que le pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- À créer un environnement propice à la tenue d'élections transparentes, impartiales, inclusives et crédibles gage d'une stabilité durable en Côte d'Ivoire ;
- À œuvrer dans le sens de la cohésion sociale et la construction d'une paix véritable ;
- À favoriser le dialogue dans toutes les situations afin d'aboutir à un dénouement heureux.

Fait à Bouaké, le 24 Décembre 2019

Pour la PSCPD  
Le coordinateur

**M. Doumbia Soumaila**